

ANALYSE DES CONSEQUENCES DES STRATEGIES F2F ET BDS, PROPOSITIONS DE VOIES D'ACTION

Farm Europe – Octobre 2021

Les stratégies F2F et BDS, proposées par la CE, ont été développées dans le cadre du Pacte Vert Européen. Elles visent à la réduction des incidences négatives de l'agriculture et du système alimentaire européens sur l'environnement, avec l'objectif notamment d'une réduction des émissions de GES dans ce secteur. Ces visées environnementales s'accompagnent de défis socio-économiques. Ces deux stratégies portent l'ambition de la promotion de « *méthodes de production durables et socialement responsables* », « *l'accès à une alimentation suffisante, nutritive et durable* » ainsi qu'une transition vers « *une consommation alimentaire saine et durable* ». Pour se faire, la CE a proposé dans ses stratégies différentes actions, dont certaines avec des objectifs quantifiés. Les conséquences de l'application de 4 de ces objectifs, considérés comme étant ceux dont les impacts sont les plus appréhendables, ont été étudiées. Ces objectifs sont :



L'atteinte de **10%** des surfaces agricoles converties en **éléments de paysage à haute valeur environnementale**.



Une réduction de **-50 %** de l'utilisation globale et du risque des **pesticides** chimiques, et de 50 % de l'utilisation des pesticides les plus dangereux d'ici à 2030.



L'augmentation de **+25 %** des terres agricoles consacrées à l'**agriculture biologique** d'ici à 2030.



Une réduction des **pertes de nutriments** d'au moins **-50 %** tout en veillant à ce qu'il n'y ait pas de détérioration de la fertilité des sols, qui permettra de réduire l'utilisation des engrais d'au moins 20 % en 2030.

L'étude de la CE, réalisée par le JRC, son département recherche, montre des **résultats qui ne correspondent pas aux attentes des stratégies F2F et BDS**. En effet les résultats indiquent que l'application des objectifs quantifiés de ces deux stratégies conduirait à :

Une **baisse de production** de plus de **10%** dans tous les secteurs agricoles

Une **dégradation de la balance commerciale** avec une augmentation des importations et une diminution des exportations.

Une **diminution des revenus des agriculteurs** dans presque tous les secteurs agricoles. Dans les secteurs où une augmentation des revenus est enregistrée elle se fait sous réserve d'une augmentation démesurée des prix pour les consommateurs (allant jusqu'à +43% pour le porc) et de fait peu réaliste.

Une **augmentation généralisée des prix** pour les consommateurs.

Une **réduction de 20% des émissions agricoles de GES dans l'UE, dont la moitié (66% non-CO2) est réémise hors UE et l'autre est contrebalancée par des changements d'affectation des terres dans l'Union Européenne**. Cette réduction est davantage liée aux chutes et évolutions de types de production, plutôt qu'aux changements de moyens de production.

En intégrant les impacts induits de **déforestation en pays tiers, le bilan environnemental pour la planète** risque d'être **négatif : moins de production agricole UE, plus d'émissions GES globales**.

L'application des stratégies F2F et BDS pourrait donc conduire à l'opposé de ce pourquoi elles ont été créées. Plusieurs arguments sont avancés pour relativiser ces impacts négatifs. Le JRC indique notamment que les effets négatifs des stratégies F2F et BDS observés dans son étude, sont exagérés car son modèle ne permet pas de prendre en compte des facteurs atténuants. Cependant, **toutes les études d'impacts réalisées** par différents organismes de recherche (Kiel, USDA, Coceral, HFFA, Wageningen), utilisant différentes méthodes de modélisation, **montrent des résultats similaires.** De plus, certains points de la modélisation du JRC minimisent les impacts négatifs que les stratégies F2F et BDS pourraient avoir.

Les impacts socio-économiques de l'étude sont sous estimés :

Des choix de modélisation de l'étude minimisent les coûts pour les agriculteurs (de l'application des objectifs politiques de la CE), et les prix pour les consommateurs. L'approche exclusivement monétaire pour modéliser les décisions des exploitations, facilite la maximisation des profits des agriculteurs. Les baisses d'utilisation de produits Phytosanitaires (PP) traduites par une diminution des dépenses pour les agriculteurs, sont sujettes à caution, puisque ces baisses d'utilisation de PP seraient très certainement issues d'une politique de surtaxe de ces produits. Les budgets utilisés dans l'étude ne sont plus d'actualité et sans rapport avec les budgets finalement adoptés par la CE. Aussi, les taux d'adoption des technologies d'atténuation sont totalement théoriques (60% des agriculteurs utilisent l'agriculture de précision en Europe en 2030 dans l'étude).

Seuls quatre objectifs sont pris en compte dans l'étude, les effets négatifs, sur les coûts de production, de mesures telles que la baisse d'utilisation d'antimicrobiens, les réglementations relatives au bien-être animal, la plantation de 3 millions d'arbres (etc...), ne sont pas pris en compte. Si comme le mentionne le JRC, de potentiels effets synergiques existent au sein des stratégies F2F et BDS, les effets antagonistes des mesures ne sont pas mentionnés.

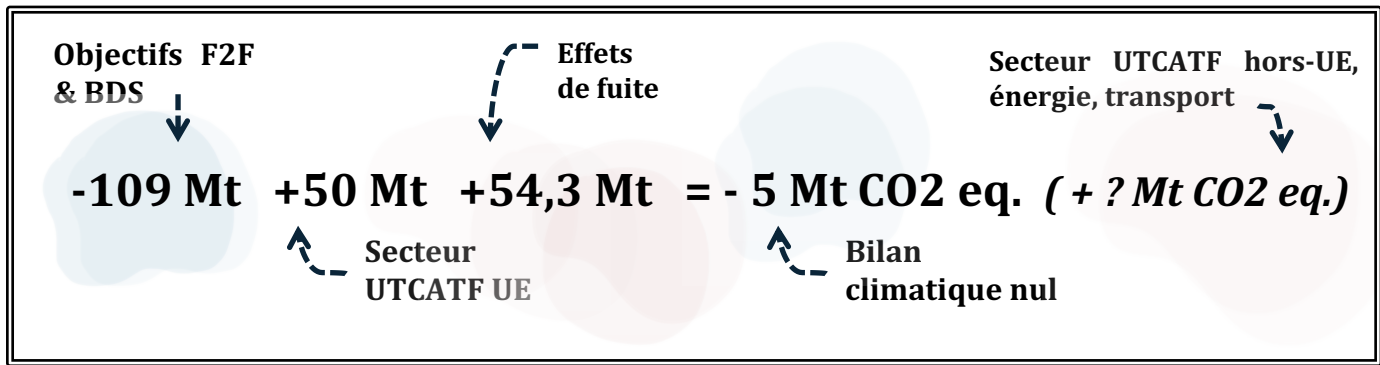
La CE compte sur la R&D et les changements de comportements alimentaires pour compenser les impacts négatifs des stratégies F2F et BDS. Or, les pas de temps pour observer des changements de comportements alimentaires, ou encore des avancements significatifs en R&D, sont bien supérieurs au cadre temporel des stratégies F2F et BDS (2030). Si de tels changements sont indéniablement nécessaires, les objectifs des stratégies F2F et BDS, privilégiant les contraintes et coûts associés, ne permettraient pas de les encourager, instaurant une spirale négative là où une politique positive d'incitation et d'encouragement serait nécessaire.

L'étude JRC ne prend pas en compte les impacts des stratégies sur le reste du Monde. D'autres études l'ont fait, et montrent des impacts négatifs hors UE, si les stratégies F2F et BDS sont appliquées. Elles pourraient conduire à une hausse de l'insécurité alimentaire mondiale. Le JRC indique que la participation du reste du monde minimiserait les impacts négatifs. Cette hypothèse a été étudiée, cela pourrait limiter les effets en intra-UE mais les impacts pour les pays hors UE – et notamment l'Afrique- seraient encore plus importants.

Les effets positifs sur le climat sont surestimés :

Le JRC ne détaille pas les émissions liées au secteur UTCATF dans l'UE (usage des terres). D'autres études montrent pourtant que 45% des réductions des émissions de GES en Europe seraient annulées par ce secteur (KIEL). De plus, la mesure des effets de fuite n'intègre pas le secteur de l'énergie, du transport, ni l'UTCATF hors-UE (donc les effets sur la déforestation). **Les effets de fuites sont largement minimisés dans l'étude du JRC.**

De plus l'étude **prend uniquement en compte** les émissions de GES dans ces calculs de fuites, **les autres types de pollution** ne sont pas considérés. En intégrant le secteur UTCATF hors UE et des effets de fuite plus importants, le bilan est que **l'Union Européenne serait responsable par la mise en œuvre telle que proposée des stratégies F2F et BDS d'un accroissement des émissions de GES au niveau de la planète.**



Bilan climatique (Etude Kiel)

PROPOSITIONS

L'objectif d'une transition de l'économie européenne et de son agriculture vers une économie neutre en termes d'émissions de GES ne fait pas débat. Elle doit avoir lieu sans échappatoire aucun.

Les voies et moyens proposés pour y arriver doivent s'ancrer dans la réalité. Les positionnements démagogiques et effets de manche sont à proscrire. L'efficacité d'actions doit dicter la voie à tracer.

La majorité des pertes répertoriées de réduction de GES sont liées aux effets de fuite et au secteur UTCATF. Pour les limiter, il est donc nécessaire d'éviter les baisses de production UE, pour éviter que les pays du reste du monde doivent compenser coûte que coûte ces chutes, et émettent davantage de GES.

Pour cela, il est nécessaire de promouvoir des changements de moyens de production, sans impact sur les quantités et/ou de qualités de production de l'Union Européenne.

Pour obtenir réellement ces changements, les impacts socio-économiques négatifs doivent être limités. Le chemin pour y parvenir doit être recalibré.

Plutôt que de commencer par de nouvelles contraintes, il s'agit de commencer par l'accompagnement, l'incitation et l'encouragement des initiatives prises par le secteur lui-même. Pour tous les secteurs, il existe aujourd'hui des solutions porteuses de gains environnementaux substantiels ne délitant pas les impératifs économiques. Ces solutions peuvent trouver leur traduction sans délai sur le terrain dès lors que les bonnes incitations seront prises. Les principales d'entre elles sont présentées en annexe de ce rapport.

Pour en récolter les fruits à grande échelle, il faut programmer pour l'Union Européenne un choc d'investissement et de diffusion de l'innovation.

L'agriculture de précision est un levier puissant pour maintenir ou augmenter les rendements, tout en diminuant les émissions. Encore faut-il la rendre accessible à un plus grand nombre d'exploitants.

Il faut de même investir dans la sélection génétique, valoriser le potentiel des sources d'énergies renouvelables offertes par l'agriculture.

Celles-ci sont autant de sources de solutions -et de revenus- qui peuvent accélérer la transition et la souveraineté européenne. Il y a aujourd'hui une inconséquence à corriger entre les ambitions affichées et les moyens mis en face qui ne sont pas à la hauteur.